

Décision n° 2022-1033
de la présidente de l’Autorité de régulation des communications électroniques,
des postes et de la distribution de la presse
en date du 11 mai 2022
autorisant diverses entités à utiliser des fréquences assignées
pour leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile

La présidente de l’Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse ;

Vu la directive 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 41 à L. 43, R. 20-44-5 à R. 20-44-11 et D. 406-5 à D. 406-17 ;

Vu le décret du 13 octobre 1994 relatif aux radiocommunications intéressant la circulation des aéronefs ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l’État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d’utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d’autorisations d’utilisation de fréquences délivrées par l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l’arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l’arrêté du 4 mai 2021 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2021-2670 de l’Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse en date du 9 décembre 2021 portant délégation de pouvoirs ;

Vu la décision de la présidente de l’Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse en date du 9 décembre 2021 portant délégation de signature pour les décisions prises en vertu des articles 1 et 2 de la décision n° 2021-2670 du 9 décembre 2021 de l’Autorité portant délégation de pouvoirs ;

Vu les demandes présentées par les entités mentionnées dans l’annexe à la présente décision, incluant l’accord de la direction générale de l’aviation civile pour l’utilisation des fréquences concernées ;

Décide :

- Article 1.** Les entités citées dans l'annexe à la présente décision sont autorisées à utiliser les fréquences qui y sont mentionnées, pour l'exploitation de leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile, dans les conditions précisées dans la présente décision et son annexe.
- Article 2.** La présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques est attribuée à compter de la date de la présente décision jusqu'au 31 décembre 2027.
- Article 3.** Au moins quatre mois avant la date de son expiration, seront notifiés aux titulaires les conditions de leur renouvellement ou les motifs d'un éventuel refus de renouvellement.
- Article 4.** La présente décision ne dispense pas de la délivrance d'autres autorisations requises pour la mise en place et l'exploitation des liaisons, notamment de l'accord mentionné à l'article R. 20-44-11 (5°) du CPCE, ainsi que de l'accord de la coordination internationale des fréquences aux frontières mentionné à l'article R. 20-44-11 (8°) du CPCE.
- Article 5.** Les titulaires de la présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques sont assujettis au paiement des redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion, selon les modalités fixées par le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié susvisé.
- Article 6.** Le directeur Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée, avec son annexe, aux titulaires.

Fait à Paris, le 11 mai 2022,

Pour la Présidente et par délégation

Jean-Luc STEVANIN
Chef de l'unité gestion des fréquences

Annexe à la décision n° 2022-1033
de la présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques,
des postes et de la distribution de la presse
en date du 11 mai 2022

Autorisation d'utilisation de fréquences assignées pour les réseaux radioélectriques indépendants

Création

Autorisation jusqu'au 31/12/2027

Dossier	Titulaire	Utilisation	Frq
202200823	SASU BRUNO GAILLARD	92 COURBEVOIE	1 UHF
202200921	H.P.B.	31 TOULOUSE	1 UHF
202200959	AVIAPARTNER ORLY	94 ORLY	1 VHF
202200964	ACTION CONSEIL INTERVENTION	11 CARCASSONNE	2 UHF
202200973	SOLUMAT	74 CHAMONIX MONT BLANC	2 UHF
202200975	HYPER-SOREDECO	97 SAINT-DENIS	2 UHF
202200976	SOLUMAT	74 LES OLLIÈRES	2 UHF
202200983	SOLUMAT	49 MAZIERES EN MAUGES	1 UHF
202200984	ATLANTIQUE DRAGAGE SARL	78 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	2 UHF
202200987	SOLUMAT	92 PUTEAUX	2 UHF
202200992	SOLETANCHE BACHY FRANCE	92 BOULOGNE	2 UHF
202200995	POINT P S.A.S.	93 MONTREUIL SOUS BOIS	1 UHF
202201000	SOLUMAT	94 VITRY SUR SEINE	2 UHF
202201003	COMMUNE LES SABLES-D'OLONNE	85 LES SABLES D'OLONNE	1 VHF
202201006	BOUYGUES BATIMENT ILE DE FRANCE	75 PARIS 17	1 UHF
202201009	COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE	69 LYON CEDEX 04	1 UHF
202201014	INNOVAS	06 NICE	2 VHF*
202201014	INNOVAS	06 NICE	2 UHF*
202201024	METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE	59 LILLE	1 UHF
202201025	UGC CINE CITE	92 ISSY LES MOULINEAUX	2 UHF
202201037	B.J.F.	92 CLAMART	9 UHF
202201040	SUEZ ORGANIQUE	13 ISTRES	1 UHF
202201041	SPIE BATIGNOLLES ILE-DE-FRANCE	92 CHAVILLE	1 UHF
202201058	S.S.P. MEDITERRANEE	11 NARBONNE	1 UHF
202201062	ESKA	67 STRASBOURG	2 UHF
202201068	S.S.P. MEDITERRANEE	11 NARBONNE	1 UHF
202201071	NEDELEC, ROMAIN	27 LE THUIT	1 UHF*

* : les fréquences marquées d'un astérisque sont attribuées en partage et sans garantie de protection, pour une utilisation de façon localisée autour d'un site dont l'emplacement peut varier dans le temps